



GRANDLYON
communauté urbaine

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

ARRETE N° 2006-03-14-R-0087

commune(s) : Vaulx en Velin

objet : **Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un terrain situé 8, rue Jean Foucaud et appartenant à la SCI Foucaud 8**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Service de l'action foncière et immobilière - Subdivision nord

n° provisoire 10583

Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-22 -15°- ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions complétées par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accèsion à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption urbain ;

Vu la délibération n° 2005-2826 du 11 juillet 2005 approuvant le plan local d'urbanisme et l'application du droit de préemption urbain aux zones classées en zone urbaine ou d'urbanisation future ;

Vu le plan local d'urbanisme rendu public opposable aux tiers à compter du 5 août 2005 ;

Vu la délibération n° 2005-2606 du 18 avril 2005 par laquelle le conseil de Communauté a donné délégation à son président pour accomplir certains actes, en particulier exercer le droit de préemption urbain sur les biens de nature immobilière mis en vente volontairement ou non ;

Vu l'arrêté n° 2005-06-17-R-0144 du 17 juin 2005 par lequel monsieur le président donne, à monsieur le vice-président Guy Barral, délégation de signature ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par maître Michel Dumontet, notaire associé, 31, place Jules Grandclément à Villeurbanne, représentant la SCI Foucaud 8, reçue en mairie de Vaulx en Velin le 19 janvier 2006 et concernant la vente au prix de 466 875 € HT (quatre cent soixante-six mille huit cent soixante-quinze euros hors taxes) plus une TVA de 91 507,50 € (quatre-vingt-onze mille cinq cent sept euros et cinquante cents) -bien cédé libre-, d'un terrain nu de 1 448 mètres situé 8, rue Jean Foucaud à Vaulx en Velin étant cadastré sous le numéro 63 de la section BC ;

Considérant l'avis exprimé par monsieur le directeur des services fiscaux du Rhône ;

Considérant que la communauté urbaine de Lyon doit exercer son droit de préemption sur ce bien afin de permettre le renouvellement urbain et de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, conformément à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme. La préemption de ce bien a pour objectif la réalisation d'un programme de logements neufs répondant aux besoins de développement d'un habitat équilibré, mixité logements sociaux et accession à proximité du centre ville de Vaulx en Velin, conformément au programme local de l'habitat approuvé par délibération du 16 décembre 2002 (copie ci-jointe). Cette opération s'inscrit également dans le cadre du projet de renouvellement urbain du Mas du Taureau et du Pré de l'Herpe. Cette acquisition pourrait faire l'objet d'une subvention du Conseil régional Rhône-Alpes, conformément à la délibération du Conseil de Communauté n° 2006-3200 du 23 janvier 2006 ;

Sur proposition du directeur général de la communauté urbaine de Lyon ;

arrête

Article 1er - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la communauté urbaine de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Article 2 - Le prix de 466 875 € HT (quatre cent soixante-six mille huit cent soixante-quinze euros hors taxes) plus une TVA de 91 507,50 € (quatre-vingt-onze mille cinq cent sept euros et cinquante cents) -bien cédé libre de toute location ou occupation et droits réels immobiliers-, figurant dans cette déclaration d'intention d'aliéner, est accepté par la communauté urbaine de Lyon.

Cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions de l'article L 213-14 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Prohaszka, notaire associé à Villeurbanne.

Article 3 - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

Article 4 - La dépense résultant de cette acquisition par la communauté urbaine de Lyon sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2006 - compte 211 100 - fonction 824 - opération 1211.

Article 5 - Le directeur général et le comptable du Trésor de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 14 mars 2006

Le président, et par délégation,
le vice-président chargé de la
politique foncière,

Guy Barral.